

Elaboration du Plan Climat de Gally Mauldre

Compte-rendu de l'atelier participatif de partage du diagnostic et des enjeux

Atelier participatif, ayant eu lieu le 9 juin 2021 de 18h à 20h à Maule.

Une cinquantaine de personnes étaient présentes.

Après une brève introduction permettant de rappeler les principaux éléments de diagnostic, les participants ont été répartis en 7 groupes de réflexions. Pour chacun des thèmes repris ci-après, tous les groupes étaient invités à se prononcer sur les enjeux du territoire en matière de climat, air, énergie au regard des éléments du diagnostic partagé. Ce compte-rendu rapporte les avis émis par les différents groupes. Pour chaque thème, les enjeux les plus plébiscités sont mis en premier.

I. Habitat et urbanisme

Rénovation des bâtiments : Dans l'ensemble des groupes, les participants classent cet enjeu comme prioritaire.

Actions suggérées : développer les conseils et les aides financières, le conseil pour l'accès aux aides existantes, sensibiliser par des balades thermiques, rénover les bâtiments publics, lancer un plan de diagnostic des bâtiments.

Limiter l'artificialisation des sols : cet enjeu est aussi remonté par l'ensemble des groupes comme important pour le territoire.

Actions suggérées : limiter les surfaces des projets de construction, protéger les zones naturelles via le plan local d'urbanisme (PLU), créer de nouvelles zones de biodiversité, éviter la multiplication des centres commerciaux, effectuer des études pédologiques du sols / analyse des sols avant les constructions (ces études pourraient être obligatoires pour le dossier du permis de construire).

Adaptation aux conséquences du changement climatique : c'est également un sujet remonté par tous les groupes. Un enjeu lié à celui-ci : **anticiper les besoins de froid dans le bâtiment**, a été souligné par la plupart des groupes.

Actions suggérées : végétaliser les rues et les espaces publics (action l'Arbre en ville), végétaliser les toits, déminéraliser les cours d'école, peindre les toits en blanc, inciter à isoler plutôt que d'utiliser une climatisation.

Sur ce thème, la **consommation d'eau** est soulignée par plusieurs groupes : amélioration de la gestion des stocks d'eau sur les bâtiments, récupération des eaux de pluie.

Energies renouvelables dans le bâtiment et changement des modes de chauffage : les différents groupes suggèrent d'installer des pompes à chaleur et d'utiliser la géothermie, d'installer des inserts bois, chaudières à bois compressé, et des panneaux photovoltaïques (en priorité sur les surfaces déjà bâties ou artificialisées) ou tuiles solaires. Les PLU sont cités comme un outil utile pour favoriser ces solutions.

En revanche, le **remplacement des chauffages au fioul et le développement des réseaux de chaleur** semblent moins pertinents pour le territoire, selon les participants, même si certains groupes soulignent les obligations futures sur le remplacement des chauffages fioul.

Sobriété énergétique : Cet enjeu a une importance modérée mais est cité par quasiment tous les groupes. Quelques actions sont suggérées : sensibiliser la population, responsabiliser les citoyens (comme pour les déchets), organiser des défis à destination des habitants, diffuser un guide pour les particuliers, installer des détecteurs pour l'éclairage public.

Enfin, la **précarité énergétique** est mise en exergue par quelques groupes, avec des suggestions d'actions telles que : des audits énergétiques gratuits pour les plus précaires, des aides pour l'isolation par l'extérieur des HLM, des aides financières pour les ménages précaires, l'organisation de chantiers participatifs, et les actions de l'association Energies Solidaires.

Quelques enjeux supplémentaires ont été ajoutés par des participants : récupération d'eau de pluie, développement des biomatériaux (bambou), la mobilisation du citoyen, la lutte contre les îlots de chaleur, la végétalisation, et l'adaptation des PLU.

II. Mobilité et déplacements

Intermodalité avec les réseaux de transports existants et développement des transports partagés : cet enjeu est souligné par tous les groupes.

Actions suggérées : revoir et développer le transport à la demande (TAD), utiliser des moteurs moins émetteurs pour le TAD (hydrogène par ex.), travailler avec Ile-de-France mobilités, installer des casiers vélos / parkings vélos sécurisés dans les gares, développer un taxi collectif, développer l'autostop organisé (rézo pouce), le covoiturage et l'autopartage. Le covoiturage pourrait être facilité par une plateforme et des aires de covoiturage, et en particulier proposé à chaque départ / arrivée de train. L'autopartage pourrait être fait avec des véhicules électriques et géré par une appli. Concernant le train, une action est proposée sur l'amélioration de la desserte et de la sécurité dans le train.

Le **développement des modes actifs** (vélo, marche) est plébiscité comme prioritaire par la plupart des groupes. Les questions de l'apaisement et du désencombrement des centres y sont ajoutées.

Actions suggérées : développer un maillage des pistes cyclables sécurisées et des parkings à vélo sécurisés, adapter les transports collectifs pour faciliter le vélo, inciter les habitants à ne pas prendre la voiture pour les petits trajets, créer une voie partagée cyclable / PMR, développer les bornes de recharge vélo, encourager les trajets à pied vers l'école (pédibus) et limiter l'accompagnement en voiture.

Le **renouvellement du parc automobile des particuliers vers des véhicules moins consommateurs et moins émetteurs** est également un enjeu mis en avant par la plupart des groupes. Les particuliers peuvent s'appuyer sur les aides de l'Etat. Des actions locales sont suggérées par plusieurs groupes pour favoriser ce changement : stations-services à hydrogène, unité de production locale d'hydrogène décarboné (à partir de panneaux photovoltaïque). Sur le renouvellement des véhicules est également proposé par un groupe de favoriser la vente et l'achat de voitures d'occasion.

Quant à la **diminution des besoins de déplacements**, c'est un enjeu moins prioritaire pour les participants mais tout de même souligné. Les pistes d'actions mentionnées sont : encourager le télétravail, créer des espaces de coworking, assurer des permanences locales pour les services de proximité et services publics, et développer les commerces de proximité.

Enfin, sur la question des **flux de marchandises**, la majorité des groupes soulignent l'importance de diminuer leur impact. Des actions sont suggérées : relocaliser la production et les outils de transformation, mutualiser les flux logistiques, faciliter les points de distribution de produits locaux, et développer le maraichage (ce dernier sujet est également abordé dans la thématique « Agriculture »).

Quelques enjeux supplémentaires ont été évoqués par certains participants : la circulation autour des écoles, l'exemplarité des flottes communales et intercommunales, et l'autopartage.

III. Agriculture et espaces naturels

La **préservation de la biodiversité et des écosystèmes, en particulier face aux dérèglements climatiques**, est un enjeu important pour l'ensemble des groupes.

Actions suggérées : mettre en place des zones végétalisées (permis de végétaliser), favoriser la plantation de plantes mellifères (« zones de bzzz »), mettre en place des zones humides, mares et corridors écologiques (en lien avec la trame verte et bleue).

L'adaptation des pratiques agricoles, à la fois pour conserver les sols, être plus résilient face aux aléas climatiques, et favoriser la biodiversité, est un enjeu également prioritaire pour les participants. Il est suggéré de voir les besoins et enjeux avec les agriculteurs et la chambre d'agriculture. Les questions de **l'eau** et des **haies** sont particulièrement soulignées par les participants au sein de cette thématique.

Actions proposées : accompagner les agriculteurs par des conseils et formations, faciliter l'installation de nouveaux producteurs (reprise ou conversion d'exploitation) avec des pratiques exemplaires pour le climat, former les nouveaux agriculteurs qui s'installent, encourager à la plantation de haies : créer une filière économique autour du bois, mettre en place des subventions aux agriculteurs pour planter des haies.

Les pratiques agricoles citées sont : limiter le labour, favoriser les couverts végétaux et les bandes enherbées, diminuer les intrants azotés, favoriser l'agriculture Bio, planter des variétés plus résistantes à la sécheresse et aux ravageurs, inciter à la récupération des eaux de pluie (via le plan local d'urbanisme par ex.), favoriser des parcelles plus petites (plus résilientes face aux ravageurs), encourager les rotations de culture, diversifier les exploitations (maraichage par exemple).

Le **développement des circuits courts et d'un approvisionnement local pour l'alimentation** est classé comme prioritaire par l'ensemble des groupes.

Actions suggérées : Mettre en place un Plan Alimentaire Territorial (PAT), créer un magasin de producteurs, favoriser les produits locaux via l'achat public (cantines), créer une ferme intercommunale, travailler avec la SAFER pour favoriser la production alimentaire, encourager les AMAP et le développement du maraichage local.

Enfin, la **valorisation du bois et de la biomasse** est mise en avant par quelques groupes. Les actions proposées sont : récupérer les tailles de haies, résidus de cultures et déchets agricoles, développer la méthanisation (avec déchets uniquement).

Quant à la **diminution des consommations d'énergie des engins agricoles**, cet enjeu n'est pas prioritaire pour les participants.

Des enjeux supplémentaires ont été évoqués par certains participants : les reprises d'exploitation, les conversion d'exploitation, et la protection des zones agricoles, avec des propositions d'action : formation pour les nouveaux arrivants, réhabiliter les friches en culture.

IV. Economie locale

Le **développement de filières locales et d'emplois locaux autour de la transition énergétique** est un des enjeux prioritaires selon les participants sur cette thématique.

Actions proposées : mettre en réseau des entreprises qualifiées, inciter les employeurs à embaucher des personnes locales, préempter les commerces pour favoriser l'installation des métiers nécessaires, attirer des activités éco-responsables.

L'engagement des commerces locaux dans la sobriété énergétique et la réhabilitation énergétique des commerces est aussi un sujet mis en avant par l'ensemble des groupes.

Actions suggérées : accompagner la rénovation énergétique des commerces, limiter voire interdire les affichages numériques, faire appliquer l'interdiction d'allumer les vitrines hors des horaires d'ouverture des commerces et zones d'activité, limiter les éclairage inutiles, faire revivre les centre bourgs, favoriser la vente de produits locaux dans les commerces locaux.

Les enjeux **de diminution des déchets, de récupération et d'économie circulaire** sont soulignés par la plupart des groupes.

Actions proposées : revoir le système des encombrants, créer une ressourcerie, organiser des ateliers avec matériel partagé (bricolage, jardin), mettre en place des Répar'café et Répar'vélo, animer un défi zéro déchet, inciter les commerçants à y contribuer, sensibiliser et former les particuliers, sensibiliser les enfants, mettre en place une fiscalité incitative (taxe à la levée ou au poids), inciter au compostage, revoir les points de collecte.

Le sujet de la **formation des artisans** est également mis en avant par la plupart des groupes.

Une action est proposée pour **inciter les acteurs économiques** de façon globale : mettre en place un contrat éco-responsable avec les acteurs économiques locaux.

Du côté de la demande, la **consommation sobre, locale et responsable** est importante pour la plupart des groupes.

Actions suggérées : sensibiliser et former la population, créer des menus éco-responsables dans les cantines (moins de viande, plus de bio), mettre en place un magasin de producteurs / coopérative locale / Maison de pays / ferme intercommunale, développer un label « Gally Mauldre », accentuer l'éducation des jeunes.

Enfin, la **valorisation des friches** est classée comme moins prioritaire pour le territoire par les participants, bien que des actions sont proposées : identifier les friches, valoriser les friches du territoire, faciliter la création de collectifs citoyens pour la production de panneaux photovoltaïques. Sur ce sujet, un point de vigilance est cité à plusieurs reprises : celui de ne pas créer d'artificialisation supplémentaire.